
L'AMI DU PEUPLE,
O U
LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie,
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

Vitam impendere vero.

Du Vendredi 2 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 3ⁱ Mars 1790.

Discussion sur l'organisation de l'ordre judiciaire.---Requête adressée à l'Ami du Peuple.
---Jugement du sieur Augeard.---Réflexions de l'Ami du Peuple sur ce jugement.---Suite de l'examen du prétendu compte rendu par M. Desmousseaux.

Après d'assez longs débats sur le point de savoir, quelle question étoit dans l'ordre du

(1) Je préviens mes lecteurs que l'ex-perruquier Guignot, continuateur de ma feuille, la suppose de mon imprimerie, pour mieux escroquer l'argent du public.

jour , l'assemblée a repris la discussion sur l'organisation du pouvoir judiciaire. M. Lanjuinais s'est fortement élevé contre l'institution des jurés et l'établissement des juges d'assises, qu'il a appelés juges chevaucheurs , juges vagabonds , juges qui jugeront le pied dans l'étrier. Ces plaisanteries ont égayé l'assemblée , sans la surprendre. Il n'est pas étonnant , en effet , que l'avantage d'institution favorable à la liberté , soit méconnu d'un ancien praticien , dont la raison doit nécessairement se trouver dégradée par la constante observance de formes à la fois absurdes et oppressives. M. Goupil de Prefeln , qui a parlé ensuite , a conclu à ce que la priorité fût accordée au plan présenté hier par M. Dupont. Rien n'a encore été décidé sur cette importante matière ; mais tout porte à croire que le plan de M. Dupont sera préféré à celui du comité de constitution. Voici l'ordre des questions sur lesquelles l'assemblée a arrêté qu'elle délibérerait ; 1°. Etablira-t-on des jurés ? 2°. Les établira-t-on tant en matière civile qu'en matière criminelle ? 3°. Y aura-t-il des tribunaux sédentaires ou des juges d'assises ? 4°. Les juges seront-ils établis à vie , ou élus périodiquement ? 5°. Les juges élus par le peuple doivent-ils être institués par le roi ? 6°. Les officiers chargés du ministère public doivent-ils être entièrement établis par le

roi ? 7°. Y aura-t-il plusieurs degrés de juridiction , ou bien la voie de l'appel sera-t-elle abolie ? 8°. Y aura-t-il des tribunaux particuliers pour les matieres de commerce , d'administration , de police , etc ? 9°. Dans le cas où l'appel seroit jugé nécessaire , les juges d'assises prononceront-ils seuls sur les questions qui y donneront lieu. 10°. Etablira-t-on un nouveau comité chargé de rédiger , dès-à-présent , des loix civiles et criminelles , assorties à l'organisation du nouvel ordre judiciaire ? 11°. Enfin y aura-t-il un tribunal de révision ?

Requête adressée à l'Ami du Peuple.

Quoique je n'aye pas coutume de remplir mes feuilles des lettres qu'on m'adresse , celle-ci m'a paru si plaisante que j'ai cru devoir en amuser mes lecteurs. La voici , mot pour mot.

» Monsieur ,

J'apprends , avec étonnement , que sur le rapport de MM. Vigée , Godard et Mulot , commissaires , nommés par nos représentans provisoires à la commune , pour l'examen du BARON DE WOLZA , ou LES RELIGIEUSES DANOISES , l'assemblée générale a décidé que cette pièce ne seroit point représentée. En ma qualité d'amateur du théâtre , je supplie l'Ami du Peuple de me donner acte , dans son premier numéro , de la

tière opposition que je forme à cet arrêt municipal, et de ce que je conclus, à ce qu'avant faire droit au principal, il soit dit et ordonné, par provision, que la pièce intitulée LE BARON DE WALZA, ou LES RELIGIEUSES DANOISES, sera imprimée, vendue et distribuée, pour d'après l'opinion du public, seul censeur, seul juge en cette partie, être pris par moi telles fins et conclusions que j'aviserais; même prendre à parti lesdits sieurs Vigée, Godard, Mulot et tous autres qu'il appartiendra: et vous ferez justice.

Signé FREDIN ».

Puisqu'on me rend juge, voici mon ordonnance.

Vu, acte à l'amateur de la tierce opposition, et avant faire droit, ordonnons, par provision, que la pièce dont il s'agit sera imprimée, vendue et distribuée, pour en revenir pardevant nous, dans la quinzaine, toutes choses demeurantes en état. Fait ce premier avril 1790.

MARAT.

Jugement du sieur AUGÉARD.

Lundi dernier, (tous les services du châtelet réunis) l'enrôleur Augéard a été déchargé de l'accusation intentée contre lui sur dénonciation du procureur syndic de la commune; ordonné

que les piéces saisies chez lui , et déposées par le comité des recherches au greffe criminel , lui seront rendues , et que le jugement sera imprimé , publié et affiché.

Réflexion de l'Ami du Peuple.

Hé bien , me trompais-je , quand je traitois les juges du châtelet de prévaricateurs aux gages de la cour et des ministres , de vils commerçans des élargissemens comme des arrêts de mort et d'infamie. Bezenval , Broglie , d'Autichamp et consors étoient riches et puissans , ils ont été blanchis par cette juridiction. L'infortuné Favras étoit pauvre et sans appuis ; sur la déposition de deux scélérats , et sans lui permettre de se justifier , elle l'envoie à la mort. Augeard est fermier-général et protégé par la reine ; il est déclaré innocent (1). — Mais ce qu'il y a de plus indécent dans ce dernier arrêt , la preuve la moins équivoque qu'il a été acheté et payé , c'est cette disposition , par laquelle les magistrats sans pudeur qui l'ont rendu , s'écartant des regles ordinaires , et n'osant point faire des complimens à ce détestable enrôleur , ordonnent que leur jugement sera imprimé , publié et affiché.....

(1) La Fontaine avoit bien raison de dire :
 » Selon que vous serez puissant ou misérable ,
 » les jugemens de cour vous rendront blanc
 » ou noir. »

Oui, juges infâmes du châtelet; oui, imprimé, publié et affiché; mais pour votre honte, pour la honte éternelle de la nation qui ne vous a pas encore destitués; pour lui apprendre, à jamais, qu'un tribunal souillé par mille prévarications, et parvenu au dernier degré d'avilissement, ne craint pas un avilissement de plus.

Fin de l'examen des réflexions de M. DESMOUSSEAUX sur la permanence active des districts de la capitale.

..... « Elles ont, dites-vous, chacune des idées qui leur sont propres, quoiqu'elles délibèrent sur les mêmes objets » : dites plutôt que les membres qui les composent sont plus ou moins patriotes, plus ou moins éclairés : dites plutôt que ceux qui les président sont plus ou moins intrigans, plus ou moins vendus à l'aristocratie municipale. Le président du district des Cordeliers est bien un autre homme que le président du district de Saint Séverin, ou de celui de Saint Honoré : aussi, voyez quelle différence dans les arrêtés de leurs assemblées..... Le premier ne prononce qu'avec respect les saints noms de patrie et de liberté; les deux autres, sourient malgré eux à ces mots, qu'ils ne regardent que comme des hochets, faits pour amuser la canaille..... Patience : quand le fauteuil de la présidence ne sera plus qu'une place d'honneur dans nos assemblées; quand le fauteuil ne servira plus de degrés pour monter à l'hôtel-de-ville, je vous réponds que nous n'aurons tous qu'un vœu, comme nous n'aurons qu'un intérêt.

« Enfin, dit le député de Sainte-Opportune,

» il a été reconnu, par tous ceux qui ont réfléchi
 » sur les hommes et l'histoire, qu'il étoit im-
 » possible que le peuple, et sur-tout un peuple
 » nombreux et riche, pût conserver en même-
 » temps et sa liberté et l'exercice personnel de
 » ses droits ».

Où M. Desmousseaux a-t-il été chercher cet adage aristocratique ? Ce n'est certainement pas dans Rousseau, dont il isole et contorsionne vainement les idées, pour en trouver une seule qui justifie son opinion. -- Mais entendons-nous. Je ne sais si tout le monde sera de mon opinion : mais quand je demande la permanence active des districts, je ne prétends pas exclure le corps municipal des fonctions qui lui appartiendront, ni affaiblir aucun des pouvoirs qui seront attribués à ses membres. Je conviens et de la nécessité de l'organisation de cette municipalité et de la nécessité d'un tribunal unique, dont les décisions assurent à l'instant la subsistance et la sûreté de la capitale, et punissent les infractions aux réglemens : mais je soutiens, et je soutiendrai toujours, que l'organisation de la municipalité ne doit exclure ni la permanence des assemblées des districts, ni la permanence de leurs comités. Je soutiens que les assemblées et les comités des districts doivent subsister en activité ; les unes, non pas pour contredire les opérations ni les décisions municipales, mais pour les surveiller ; les autres, pour exercer sur leurs districts, sous l'inspection des officiers municipaux, une police distributive qui ne peut être mieux confiée qu'entre leurs mains. Enfin, j'articule, (et le peuple en ressentiroit bientôt les funestes effets,) j'articule que le jour de l'abolition de la permanence active des districts

l'abolition de la permanence active des districts de la capitale, sera le jour, à jamais fatal, où nos officiers municipaux nous rechargeront des fers de l'ancien despotisme.

P. S. Mais, dit quelqu'un, la liberté de la presse ne sera-t-elle pas toujours la sauve-garde du peuple ? non : ils poursuivront, ils emprisonneront les auteurs, les imprimeurs, les libraires et les colporteurs. Ils l'ont bien fait quand ils n'étoient que députés provisoires : que sera-ce quand leur autorité sera définitive ? -- Mais la présence de l'assemblée nationale ne sera-t-elle pas suffisante pour leur en imposer ? non : ils s'en moqueront, parce que le citoyen isolé et souvent obscur n'aura jamais la voix assez forte pour faire entendre sa réclamation dans l'auguste sénat. . . . Les juges du châtelet se sont bien moqués, et se moquent bien tous les jours impunément, de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et du décret réformatif de la procédure criminelle : pourquoi voudriez-vous que nos municipaux ne s'en mocquassent pas aussi. -- Mais le roi ? ils s'en moqueront, vous dis-je ; il seront tout-puissans. -- Que nos districts soient permanens, c'est le seul moyen de nous dérober à l'esclavage et à l'oppression dont nous sommes menacés.

NOTA. Un accident arrivé à ma presse m'a empêché de faire paroître hier mon numéro. -- Celui de l'ex-perruquier Guignot est le seul qui ait paru.

De l'Imprimerie de M A R A T.